



68^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 119 de l'ordre du jour

La stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

The United Nations Global Counter-Terrorism Strategy

New York, le 12 juin 2014

Déclaration prononcée par S.E. M. Stephan Husy, Ambassadeur
Coordinateur pour la lutte contre le terrorisme international,
Département fédéral des affaires étrangères, Suisse

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour la quatrième fois depuis l'adoption, en 2006, de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Il s'agit de dresser un bilan de nos accomplissements à ce jour et de recenser les défis liés à la mise en œuvre de cette stratégie à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Depuis l'adoption de la Stratégie, *la structure, les moyens et les cibles d'Al-Qaïda* ont changé. Ainsi, Al-Qaïda n'intervient plus sous l'autorité d'un commandement central; ce sont les groupes qui lui sont rattachés qui se livrent à des attaques criminelles aux niveaux régional et local, très souvent dans des contextes fragiles et dans des situations de conflit. Ces groupes sèment la peur et la terreur, en tuant et en mutilant mais aussi en se livrant à des prises d'otages et en diffusant sur Internet des incitations à commettre des actes terroristes. Ils n'hésitent pas à s'en prendre aux catégories les plus vulnérables de la société, comme l'a montré récemment l'enlèvement de jeunes écolières par le groupe Boko Haram au Nigéria, ainsi qu'à des lieux symboliques, comme le Musée juif de Bruxelles. Nous sommes également préoccupés par les derniers développements en Irak et en Pakistan. Il convient aussi de souligner que l'institution même de l'ONU n'a pas été épargnée par les attaques terroristes, tout comme le Comité international de la Croix-Rouge, qui a perdu l'un de ses délégués en Libye, début juin. La Suisse condamne fermement le terrorisme, quelles que soient ses formes ou ses manifestations, et nos pensées vont aujourd'hui aux victimes de ces attaques ainsi qu'à leurs familles.

Monsieur le Président,

Nous devrions tous, en tant qu'Etats et membres d'organisations internationales et régionales, nous demander si nous sommes bien en mesure d'adapter nos réponses et réactions à ces nouveaux défis.

Au cours des dernières semaines, les Etats membres de l'ONU ont négocié la nouvelle résolution sur l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies. Grâce à la médiation efficace de la délégation turque, nous avons pu parvenir à un consensus sur plusieurs sujets, certains anciens d'autres nouveaux. Nous estimons que ce résultat est une étape importante pour permettre aux Etats membres d'adapter leur réaction aux défis que pose aujourd'hui la lutte antiterroriste.

Il aurait été impossible d'y parvenir sans l'excellent rapport du Secrétaire général sur les activités du système des Nations Unies relatives à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU. Ce document fournit des réponses et des orientations salutaires sur un certain nombre de questions et de problématiques importantes. Nous tenons à remercier l'Equipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) du Secrétaire général ainsi que ses entités pour les efforts déployés. Nous saluons notamment l'attention particulière accordée aux évolutions des menaces et à la nécessité de renforcer la coordination et la cohérence de l'aide apportée par l'ONU. L'analyse effectuée ainsi que les observations et recommandations qui l'accompagnent font de ce rapport un outil précieux pour les Etats membres et les organisations internationales, régionales et sous-régionales car il les guidera, dans leurs actions futures, pour évaluer la menace terroriste et pour prendre des contre-mesures appropriées. S'agissant de renforcer la coordination et la cohérence au sein de l'ONU, mais aussi de garantir une mise en œuvre équilibrée de la Stratégie mondiale, le Bureau du CTITF a développé une approche en trois volets qui s'annonce prometteuse. Nous l'encourageons donc à l'approfondir et à définir d'autres mesures de responsabilisation transparentes et efficaces allant dans ce sens.

Pour éviter que la menace terroriste ne prenne une longueur d'avance, la Suisse, à la tête de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) cette année, apporte sa contribution en faisant de la lutte antiterroriste l'une des grandes priorités du programme de cette organisation. Les 28 et 29 avril derniers, une conférence a été organisée à Interlaken sur ce thème dans le but de renforcer le rôle de l'OSCE face aux défis actuels en matière de terrorisme. Les résultats de cette conférence ayant sans aucun doute une importance également pour la lutte antiterroriste dans le contexte de l'ONU, je vais m'attacher à résumer brièvement les conclusions formulées au sujet des trois principaux sujets de discussion abordés:

En ce qui concerne les enlèvements contre rançon, les recommandations de la présidence suisse se sont concentrées sur trois points:

- premièrement l'affirmation d'adopter une politique de non-paiement de rançons, et de mettre en œuvre des instruments légaux existants pour empêcher les groupes terroristes d'avoir accès à des fonds issus du versement des rançons et pour garantir une libération des otages, sains et saufs. Dans cette optique, il convient de renforcer la coopération entre les Etats en intensifiant les échanges d'expériences et d'informations;
- deuxièmement, le renforcement des capacités des experts, y compris par le biais d'une mise en réseau, dialogue et coopération entre secteurs public et privé; et
- troisièmement, la mise au point d'un répertoire des points de contact nationaux pour les cas d'enlèvement.

En ce qui concerne le respect des principes de légalité, de transparence et de responsabilisation, la présidence suisse recommande les mesures suivantes:

- faire intervenir les pouvoirs exécutif et législatif nationaux ainsi qu'un pouvoir judiciaire indépendant et impartial dans la surveillance des mesures de lutte contre le terrorisme, et prévoir une obligation de rendre compte concernant ces mesures;
- assurer la protection effective de l'indépendance des médias et de leur liberté d'informer, y compris dans le domaine de la lutte antiterroriste;

- adopter des lois antiterroristes prévisibles, précises et accessibles, conformes au droit international en matière de droits de l'homme, au droit des réfugiés et au droit humanitaire.

En ce qui concerne les combattants étrangers, la présidence suisse de l'OSCE a relevé la complexité croissante des défis auxquels nous sommes confrontés et la nécessité de favoriser les échanges d'informations et la coopération internationale, y compris sur le plan opérationnel. Pour combattre ce phénomène, nous avons besoin de mieux comprendre les motivations des combattants étrangers ainsi que leurs méthodes de recrutement. Nous devons adapter nos stratégies, nos plans d'action et notre législation pour prendre en compte les combattants étrangers tout en respectant les droits de l'homme et le droit international humanitaire.

Ces conclusions sont énoncées dans les «Recommandations d'Interlaken» formulées par la présidence suisse, et qui traduisent sa perception des discussions ayant eu lieu lors de la conférence. Nous souhaitons par ailleurs concrétiser certaines de ces recommandations à l'occasion du Conseil ministériel de l'OSCE qui doit se tenir à Bâle en décembre 2014.

La Suisse continuera donc à se mobiliser en faveur d'une mise en œuvre globale de la Stratégie mondiale, en ayant à cœur de démontrer que l'application de mesures efficaces de lutte contre le terrorisme et la protection des droits de l'homme ne sont pas des objectifs incompatibles mais complémentaires, et qui se renforcent mutuellement. Nous soutenons pleinement l'initiative du groupe des Etats partageant les mêmes convictions, qui a soumis de nouvelles propositions visant à renforcer la légitimité du régime de sanctions adopté conformément à la résolution 1267 ainsi que les compétences du médiateur du Comité 1267, et à favoriser la mise en place de procédures équitables et transparentes. La Suisse apportera également son soutien à toutes les mesures destinées à améliorer la coordination, l'efficacité et la légitimité de la réponse du système de l'ONU au terrorisme.

Nous tenons également à évoquer un récent rapport du *Global Center on Cooperative Security* (GCCS), qui a produit juste à temps pour l'examen de la Stratégie une autre excellente analyse sur les «Progrès et potentialités de la mise en œuvre de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies». La Suisse et la Norvège ont apporté leur soutien à cette analyse et nous tenons à remercier les délégations qui ont fourni de précieuses propositions pour l'élaboration de ce rapport dénommé «Blue Sky II».

Monsieur le Président,

Inspiré entre autres par le rapport que je viens d'évoquer, j'aimerais maintenant, pour conclure, formuler plusieurs suggestions à l'attention de l'ONU et de ses Etats membres. Elles sont au nombre de cinq et visent à apporter d'autres améliorations à l'approche adoptée, tant sur le plan tactique que pragmatique, pour mettre en œuvre la Stratégie mondiale.

Premièrement: à l'occasion du 10^e anniversaire de l'adoption de la Stratégie mondiale, l'ONU devrait, avec la participation des Etats membres, élaborer un *rapport sur la lutte mondiale contre le terrorisme* évaluant les risques et les enjeux posés par le terrorisme ainsi que la réactivité et les capacités de l'ONU et de ses Etats membres à y faire face de manière appropriée. Ce rapport pourrait servir d'inspiration à l'ONU et à ses Etats membres pour mettre au point des *Objectifs et points de repère pour la lutte mondiale contre le terrorisme* qui permettraient de mesurer l'impact des activités significatives menées au cours des années à venir.

Deuxièmement: le CTITF devrait établir un *plan d'action sur deux ans* en vue d'une mise en œuvre transparente et équilibrée de la Stratégie mondiale et de la réalisation des objectifs fixés.

Troisièmement: l'ONU et ses Etats membres devraient coordonner leur action avec d'autres organisations et instances internationales, telles que le Forum mondial antiterroriste, tout en mettant à profit leurs atouts comparatifs respectifs.

Quatrièmement: l'ONU et ses Etats membres devraient davantage associer la société civile et le secteur privé à leur action visant à instaurer des conditions de nature à prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. Nous attendons avec impatience la création d'un Fonds mondial pour la mobilisation et la résilience communautaires (GCERF) à Genève. Fonctionnant sur le mode d'un partenariat public-privé, il soutiendra des initiatives et des efforts visant à prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent dans les communautés à risque.

Cinquièmement: l'ONU et ses Etats membres devraient continuer à mettre en œuvre de manière équilibrée les quatre piliers de la Stratégie mondiale et à concerter leurs efforts en les dirigeant sur les aspects préventifs de la lutte contre le terrorisme. A cette fin, le Bureau du CTITF a organisé en juin 2013, en partenariat avec la Suisse, une conférence des coordinateurs nationaux de la lutte antiterroriste à Genève en vue d'aborder les conditions favorisant la propagation du terrorisme. Nous tenons par ailleurs à féliciter le président de l'Assemblée générale d'avoir organisé hier un dialogue interactif sur cette question précise.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President

Today, we gather for the fourth time since the adoption of the UN Global Counter-Terrorism Strategy in 2006 to assess both our achievements and the challenges in the implementation of the Strategy at the national, regional and international levels.

Since the adoption of the Strategy the *structure, means and targets of Al Qaida* have shifted. Al Qaida does not act under a central command; rather its affiliates carry out their criminal attacks regionally and locally in specific, very often conflict-related and fragile contexts. They spread fear and terror not only by killing and maiming people, but also through hostage-takings and incitements via the internet to commit terrorist acts. And they don't shy away from targeting the most vulnerable sections of society, such as seen with the recent abduction of school girls by Boko Haram in Nigeria, or from attacking symbolic grounds such as the Jewish Museum in Brussels. We are also very concerned about the latest developments in Iraq and Pakistan. Furthermore we note that the UN itself has not been spared from terrorist attacks; neither has the International Committee of the Red Cross, which lost one of its delegates in Libya at the beginning of June. Switzerland condemns terrorism in all its forms and manifestations, and our thoughts go to the victims of such attacks and to their families.

Mr. President

The question that we as states and members of international and regional organisations should ask ourselves is: are we adapting *our* responses to the new challenges effectively?

Over the last few weeks, the UN Member States have negotiated the new resolution on the UN Global Counterterrorism Strategy Review. Under the able facilitation of the Turkish delegation, we were able to reach consensus on several old and new topics. We believe that this result is an important step for the UN membership in adapting its response to today's Counterterrorism challenges.

This achievement would not have been possible without the excellent *report of the Secretary-General on the activities of the United Nations system in implementing the UN Global Counter-Terrorism Strategy*. The latter provides us with good answers and guidance on a number of important questions and challenges. We thank the Secretary-General's Counter-Terrorism Implementation Task Force Office and Entities for their efforts in addressing these threats. We welcome in particular the specific focus on developments, responses to challenges as well as on the strengthening of coordination and coherence of UN assistance. Such analysis and the observations and recommendations pertaining to it make this report a valuable tool for the future actions of Member States, international, regional and subregional organisations in assessing the terrorist threat and taking appropriate counter-measures. The three-pronged approach of the CTITF Office to enhancing coordination and coherence within the UN and to ensuring a balanced implementation of the Global Strategy is promising, and we encourage the CTITF Office to deepen it and to further develop transparent, accountable and effective measures in this regard.

As for its contribution to keeping up with today's terrorist threat, Switzerland, which holds the Chairmanship of the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE) this year, has placed the fight against terrorism high on the OSCE agenda. On 28/29 April, a conference on counter-terrorism was held in Interlaken to reinforce the role of the OSCE in addressing current terrorist challenges. As the outcome of this conference is most certainly also relevant for UN Counter-Terrorism efforts, I will briefly summarize the conclusions on the three key topics of this conference:

Concerning kidnapping for ransom, the Swiss Chairmanship's recommendations focused on:

- a no-ransom policy, involving the implementation of existing legal instruments to prevent terrorist groups having access to funding from ransom payments and ensuring the safe release of hostages. In this respect closer co-operation between states through the exchange of experiences and information is required;
- capacity building for practitioners, networking among experts, public-private dialogue and cooperation; and
- a directory of national contact points for cases of kidnapping.

Regarding respect for the principles of legality, transparency and accountability, the Swiss Chairmanship recommended:

- that oversight of and accountability for counter-terrorism measures include the national executive and legislative branches, as well as an independent and impartial judiciary;
- ensuring the effective protection of the media's independence and freedom to report, including on counter-terrorism issues; and
- the adoption of predictable, precise and accessible counterterrorism laws, in compliance with international human rights law, refugee law and humanitarian law.

Concerning foreign fighters, the Swiss OSCE Chairmanship has noted the increasing challenges we are facing, and the need to foster exchange of information and international cooperation, including at the operational level. To tackle this phenomenon, we need to have a better understanding of the motivations of the foreign fighters and the recruitment mechanisms. We have to adapt our strategies, action plans and legislation to take account of foreign fighters, while respecting human rights and international humanitarian law.

These conclusions are set out in the "Chairmanship Interlaken Recommendations", which reflect the perception of the Swiss Chairmanship of the discussions during the conference. We intend to follow up certain recommendations made during this conference in order to achieve concrete results at the OSCE Ministerial Council in Basel in December 2014.

Also, Switzerland will continue its engagement for a holistic implementation of the Global Strategy. It will place particular emphasis on the recognition that effective counter-terrorism measures and the protection of human rights are not conflicting goals, but complementary and mutually reinforcing. We fully support the initiative of the group of like-minded States which has submitted new proposals to strengthen the legitimacy of the 1267 Sanctions Regime and the competences of the Ombudsperson and to enhance fair and transparent procedures. Switzerland will also support all measures intended to enhance coordination, efficiency, impact and the legitimacy of the UN's response to terrorism.

Furthermore, we would like to mention a recent report of the *Global Center on Cooperative Security* which has produced, just in time for the Strategy review, another excellent analysis of the "Progress and Opportunities in Implementing the UN Global Counter-Terrorism Strategy". Switzerland and Norway have supported this analysis, and we would like to thank the delegations that have given their valuable inputs to this so-called "Blue Sky II" report.

Mr. President,

Inspired, among others, by the just mentioned report I would like to conclude by making the following five suggestions to the UN and its Member States with regard to further improving the strategic and action-oriented approach to implementing the Global Strategy:

First: To mark of the 10th anniversary of the adoption of the Global Strategy, the United Nations, with the input of Member States, should prepare a *World Counter-Terrorism Report* assessing the risks and challenges posed by terrorism as well as the responsiveness and the capabilities of the UN and Member States to act accordingly. Based on such a report, the Member States and the UN should develop *Global Counter-Terrorism Goals and Benchmarks* to allow the impact of the relevant activities in the coming years to be measured.

Second: CTITF should provide a *two-year action plan* for the transparent and balanced implementation of the Global Strategy and the achievement of the set goals.

Third: The UN and Member States should coordinate with other international organizations and fora, such as regional organizations or the Global Counter-Terrorism Forum (GCTF), and take advantage of the respective comparative advantages.

Fourth: The UN and Member States should further engage with civil society and the private sector to establish the conditions that prevent radicalisation and violent extremism. We are looking forward to the establishment of the *Global Community Engagement and Resilience Fund (GCERF)* in Geneva as a public-private partnership enterprise which will support initiatives and efforts to prevent radicalization and violent extremism in communities at risk.

Fifth: The UN and Member States should continue to implement the four pillars of the global strategy in a balanced way and to make a concerted and focused effort on the preventive aspects of counter-terrorism. To that end, in June 2013, the CTITF Office, in partnership with Switzerland, organised a high-level international counter-terrorism focal points' conference in Geneva to address conditions conducive to the spread of terrorism. We also commend the President of the General Assembly for having organised yesterday's interactive Dialogue on this issue.

Thank you.